

■ CEYLAN

LES ETATS UNIS ARRETTENT LEUR AIDE A CEYLAN

David E. Bell, l'administrateur de « l'Agence (américaine) pour le développement international » a annoncé le 8 février que le gouvernement américain avait décidé de suspendre l'aide normale à Ceylan. Un don de 800.000 dollars et un prêt de développement de plus de 3 millions de dollars sont mis en cause pour l'exercice de l'année 1963. Cette décision vient de ce que le gouvernement Ceylannais, d'après Bell n'a pas pris « les mesures appropriées » pour assurer « un rapide paiement » des 83 stations services appartenant à Esso et à Caltex et qui furent nationalisées en 1962.

Au cas où le gouvernement Ceylannais n'aurait pas eu connaissance du message de Bell, Esso Standard envoya une déclaration à la presse new-yorkaise exprimant « l'espoir » que la suspension de l'aide américaine « encouragera le gouvernement de Ceylan à payer rapidement les justes indemnités pour les possessions expropriées ».

Le gouvernement ceylannais a déclaré qu'il était prêt à payer les stations services et a cherché à négocier une solution. Mais devant la nouvelle des grandes pressions de l'Oncle Sam pour encaisser la somme demandée par les rois du pétrole, le cabinet fit une réunion extraordinaire.

Le gouvernement ceylannais publia alors un communiqué déclarant qu'il avait appris que se reposer sur l'aide étrangère pouvait amener à abandonner sa liberté d'action. Il refusa les négociations avec les deux compagnies américaines et demanda à ses citoyens de se reposer sur les propres ressources du pays. Les 83 stations services restent nationalisées.

LES ELECTIONS A COLOMBO

Le gain de sièges par des partis de droite aux récentes élections municipales a été montré dans la presse capitaliste comme une défaite écrasante pour la gauche, y compris pour le Lanka Sama Samaja (Section Ceylannaise de la 4e internationale). L'UNP, un parti bourgeois de droite, remporta 40 sièges contre 3 sièges au LSSP et 1 au Parti Communiste, 1 pour le parti gouvernemental (parti bourgeois de gauche SLFP) et 3 pour diverses étiquettes.

Dans 18 arrondissements où il y eut une lutte serrée entre l'UNP et le LSSP, les trotskistes recueillirent 22.784 voix contre 29.893 à l'UNP. Dans 32 arrondissements où le LSSP et le Parti Communiste firent l'union, ils recueillirent 40.187 voix contre 56.043 voix pour l'UNP.

De toute manière, comme cela s'est confirmé par d'autres résultats, il est certain qu'on assiste actuellement à Ceylan à un tournant à droite. Les trotskistes n'ont pas réussi à se différencier suffisamment du gouvernement SLFP. Et ainsi l'UNP est apparue comme la principale force d'opposition et il fut capable de réunir le mécontentement des couches petites bourgeoises, provoqué par la corruption, la mauvaise administration et l'inflation, caractéristiques du régime SFLP.

■ CONGO

DECLARATION DU SECRETARIAT DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE

Dix-huit mois après l'accession du Congo à l'indépendance formelle, le peuple congolais n'est pas encore maître de ses destinées. Le gouvernement Lumumba, légalement élu fut renversé par des agents de l'impérialisme; les meurtriers de Lumumba sont toujours en liberté.

Le pays est divisé en zones d'influence par les trusts internationaux. L'impérialisme américain pénètre de plus en plus, dirigeant actuellement le gouvernement central, grâce aux conseillers des Nations Unies et les forces militaires de celles-ci. La corruption est permanente. La liberté politique est refusée aux organisations révolutionnaires nationalistes, dont les chefs sont en exil ou en prison, comme Gizenga. Chaque jour les masses deviennent plus conscientes du fait qu'elles ont encore à conquérir leur véritable indépendance.

Malgré leur rapide désintégration, les forces de Tschombé n'ont pas été complètement désarmées et Tschombé est retenu comme une marionnette pour gouverner la province du Katanga et on suggère même qu'il se joigne au gouvernement central. Ces faits confirment une fois de plus que les Nations Unies se sont servi du mandat de l'Assemblée générale donné pour éliminer la sécession katangaise et restaurer l'unité du Congo, pour pousser la balkanisation du pays, pour empêcher les forces armées du gouvernement central d'écraser complètement les marionnettes des impérialistes comme Tschombé et Kalonji, et pour maintenir et protéger les grands domaines des trusts impérialistes dans le pays. Le but de l'intervention des Nations Unies au Katanga est de sauver le gouvernement Adoula, face à un renouveau du véritable mouvement révolutionnaire nationaliste de masse, celui des lumumbistes.

Le Secrétariat International appelle le peuple congolais à lutter dans les conditions actuelles pour :

1. L'arrestation et le procès de Tschombé et de tous les complices du meurtre de Lumumba et des autres dirigeants nationalistes, y compris les complices dans le gouvernement Adoula.
2. La mise en liberté immédiate de Gizenga et de tous les révolutionnaires nationalistes arrêtés ou en exil.
3. Le désarmement et le licenciement total de la « gendarmerie » de Tschombé.
4. La nationalisation de l'Union Minière et des autres grands trusts belges et internationaux.
5. Le retrait des forces des Nations Unies.

Le S.I. en appelle aux peuples et gouvernements des Etats africains indépendants comme l'Algérie, le Ghana, l'Égypte, la Guinée, le Tanganyika, etc., à répondre aux demandes des forces populaires du Congo, à fournir le peuple congolais en matériel et en assistance militaire, de façon à ce qu'il puisse former un gouvernement de son libre choix.

Le S.I. appelle la classe ouvrière du monde entier à soutenir ces revendications.

■ Colonies Portugaises

Le Comité de Soutien à l'Angola et aux peuples des colonies portugaises vient d'éditer un bulletin « ANGOLA LIBRE ». Nous invitons nos amis et lecteurs à aider ce bulletin et plus généralement à soutenir l'activité du Comité dont le siège est 42, avenue du Parc de Montsouris, Paris-XIV^e — CCP Paris 6-198-82.

« Politiquement, déclarait tout récemment Amílcar Cabral, au journal marocain « La Nation Africaine », nous contrôlons tout le pays, à tel point qu'une grève des impôts déclenchée l'année dernière fut suivie à 80 % ».

Sur l'objectif de la lutte, Amílcar Cabral déclarait aussi :

« Face à la violence chaque jour accrue et face aux crimes pratiqués par les forces colonialistes portugaises dans nos pays, nous sommes obligés d'avoir recours à tous les moyens pour défendre la vie de nos populations et pour faire respecter notre droit à l'autodétermination et l'indépendance. Les événements déclenchés par le gouvernement portugais pourraient et peuvent encore être évités si celui-ci se disposait à reconsidérer sa position et à respecter aussi bien les droits légitimes de notre peuple que la légalité internationale. Mais il ne saurait y avoir qu'une seule issue : la liquidation du joug colonial dans nos pays ».

CHINE

Dans « l'Humanité » du 28 février, on donne des extraits d'un article de la revue soviétique « Commerce Extérieur » sur l'aide apportée par l'U.R.S.S. à la Chine. On y dit notamment :

« En six ans (1955-1960), l'Union Soviétique a exporté en Chine Populaire près de 1,4 millions de tonnes de laminés de fer, plus de 300.000 tonnes de tubes d'acier environ 14 millions de tonnes de pétrole et de produits pétroliers, plus de 50.000 camions, 7.200 tracteurs, 850 combinats (ensembles industriels) ».

Tout ceci est exact mais on oublie de dire qu'à partir de 1959 l'aide soviétique envers la Chine a diminuée de plus de moitié en valeur. Nous donnons ci-dessous des extraits d'un article de E. Germain : « Cinq années de bouleversements économiques en Chine », contenu dans le dernier numéro (n° 18) de Quatrième Internationale, et qui aborde justement ce problème.

« Le volume du commerce sino-soviétique tomba de 8,2 milliards de roubles en 1959 à 6,7 milliards de roubles en 1960 et à 3,31 milliards en 1961 (The China Quarterly, juillet-septembre 1962)... Alors que l'U.R.S.S. livrait à la Chine pour 597 millions de dollars de machines et d'équipement en 1958 et pour 520 millions en 1960 ce chiffre tomba à 108 millions de dollars en 1961, soit à près d'un sixième... »

Ce véritable blocus que la bureaucratie soviétique a organisé contre la Révolution chinoise ne fut pas effectué par la seule U.R.S.S. Témoin le tableau suivant du total du commerce extérieur chinois, également repris à la revue « The China Quarterly » (n° de juillet-septembre 1962).

Total du commerce extérieur	1951	1953	1955	1957	1958	1959	1960	1961
en millions de livres sterling	641	822	1092	1075	1379	1500	1383	868
% des Etats Ouvriers	55	69	74	62	61	68	63	51

Les exportations de l'Allemagne orientale vers la Chine tombèrent de 240 millions de dollars en 1958 à 192 millions en 1959 et à 175 millions en 1960 ; celles de la Tchécoslovaquie tombèrent de 39 millions de livres sterling (près de 115 millions de dollars) en 1960 à 12 millions de livres (moins de 35 millions de dollars) en 1961 (Far Eastern Economic Review, 27 septembre 1962).

■ IRAK

Le régime du général Abdul Karim Kassem, qui vient d'être renversé il y a un mois par un coup d'Etat militaire était une dictature bonapartiste constamment en guerre sur tous les fronts pour se maintenir au pouvoir. Kassem combattit les nationalistes arabes pro-nassériens qui appartiennent à une aile du Baas (Parti Socialiste de la Renaissance Arabe), un parti petit-bourgeois et nationaliste arabe, influent en Syrie, en Jordanie aussi bien qu'en Irak. Il réprima le parti communiste dont le rôle avait été décisif pour le garder au pouvoir et pour l'aider à écraser l'insurrection pro-nassérienne à Mossoul. Il avait contre lui les Kurdes qui luttent pour obtenir leur autonomie nationale. Il était contre les anciens soutiens du régime de Nouri es Saïd et les représentants directs de l'impérialisme britannique parmi les propriétaires fonciers et la bourgeoisie campradore.

Il ouvrit la voie à sa propre chute en ne poussant pas plus loin la révolution commencée en 1958. Ce ne sont pas des mesures brutales de répression qui purent combler son manque grandissant de popularité.

Dans le monde Arabe, les couches nationalistes saluèrent le renversement du régime Kassem et la victoire du colonel Abdel Alam Aref. La Yougoslavie et la plupart des pays arabes, dont l'Algérie, ont reconnu immédiatement le nouveau régime.

Mais les opinions sont quelque peu partagées. Le renforcement évident du Nassérisme provoque de l'anxiété surtout chez les forces réactionnaires en Syrie et Jordanie et chez les dirigeants sionistes d'Israël.

A gauche, malgré la rapide reconnaissance de l'Algérie, le quotidien Al Chaab laissa passer une note discordante.

« Quant à la population (en Irak), elle fut véritablement « frappée » par la rapidité du coup d'état et par son extension. La plupart des gens sont mal à l'aise et dépayés. L'aspect de la foule qui se dépeçait hier sur les trottoirs de Bagdad vers les magasins et les marchés, après deux jours de couvre-feu était loin de l'enthousiasme délirant qui est celui de Radio-Bagdad depuis le début du coup d'Etat ».

Les conséquences désastreuses de la politique opportuniste du Parti Communiste paraissent maintenant évidentes. En 1958, c'était le parti le plus puissant d'Irak. Au lieu de prendre le pouvoir, il préféra soutenir Kassem. En cela, il suivait la politique de maintien du statu-quo de Moscou.

Par ailleurs, les réticences des commu-

FERNANDO BRAVO JAMES est mort. Son corps, drapé dans un drapeau rouge frappé de l'insigne symbolique de la IVe Internationale, a été mis en terre par ses compagnons boliviens. C'était un des fondateurs du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskyste, section bolivienne de la IVe Internationale. Délégué à notre Ve Congrès Mondial, il fut membre du Comité Exécutif International jusqu'au dernier congrès.

Il vint à la vie politique durant l'atroce guerre du Chaco qui opposa entre autres la Bolivie au Paraguay dans les années 30. Il fut ensuite mineur et seul conquit ses grades universitaires. Professeur de géographie économique à l'Université d'ORURO, puis à celle de la PAZ, il était un des principaux dirigeants des syndicats d'enseignants. Il venait précisément de diriger une grève. Les médecins l'avaient sommé d'arrêter toute activité. La grève terminée, il entra à l'hôpital et y mourut.

Devant son corps exposé au rectorat universitaire de La Paz, le Dr Nava MORALES, doyen de la Faculté des Sciences Économiques de la Paz, le camarade Hugo Gonzales MOSCOSO, secrétaire du P.O.R. (T), le camarade ATAHUICHI, au nom de la Confédération Ouvrière Bolivienne et des représentants des professeurs et étudiants dirent ce qu'il fut.

Il ne verra pas la victoire finale des mineurs et des paysans boliviens, il restera néanmoins dans leur mémoire comme un des premiers artisans de celle-ci.

nistes des divers pays arabes devant la revendication très populaire de l'unité arabe, de l'Oumma, les mettent en porte-à-faux et facilite les répressions des bourgeoisies unionistes.

Aujourd'hui le parti communiste et, en fait, tous les gens accusés de liens même anciens avec lui sont victimes d'une sanglante répression. Un des premiers actes du nouveau régime était de déclencher une chasse aux sorcières des plus sauvages à l'échelon national. Quatre ans et demi après qu'il ait été en vue du pouvoir, le Parti Communiste Irakien en est réduit à un appel pathétique d'un de ses dirigeants, Anwer Mustapha, condamnant « Le coup d'Etat contre-révolutionnaire et pro-impérialiste » et demandant à l'opinion démocratique internationale de soutenir la lutte du peuple irakien.

Dans sa première déclaration publique, le régime Aref donna toutes garanties à l'Irak Petroleum Company, le consortium international qui exploite la plupart des champs pétroliers iraniens. Le gouvernement britannique fit bien comprendre que cette décision avait permis à la Grande-Bretagne de reconnaître le régime. La rapide reconnaissance par Washington — moins de 72 heures après le coup d'Etat — était fondée sur « l'espoir qu'une plus grande stabilité dans le Moyen-Orient se ferait jour après la révolte » comme le dit le New York Times. Une grande satisfaction s'exprima sur le caractère anti-communiste du nouveau gouvernement.

Avec le coup d'Etat survenu en Syrie depuis c'est toute l'orientation de la péninsule arabe qui est remise en cause.

Le jugement que l'on peut porter sur de tels événements doit partir du caractère double du courant « unioniste ». D'une part, en unifiant les pays arabes il porterait un coup sévère aux intérêts capitalistes permettant par exemple une répartition différente des bénéfices du pétrole. Ajoutons immédiatement qu'il ne sera pas possible à Nasser de diriger sans partage dans une telle union. Il trouve dans le Baas un interlocuteur de poids désormais.

La réalisation de l'unité c'est aussi ouvrir la porte à de grands mouvements populaires. Et pour se prémunir contre eux les dirigeants irakiens et Syriens militaires et bourgeois du Baas se livrent à une féroce répression. Mais on voit déjà avec Nasser que la tentative de créer un état bourgeois moderne l'entraîne dans des voies dangereuses pour le capitalisme lui-même. Le monde arabe tout entier est secoué par cette crise. Elle n'en est pas à son dernier sursaut.